

Une mission de recensement de projets, qui s'est déroulée en novembre 1990, a marqué le lancement, par le Groupe de travail, de son programme d'aide à la République fédérative tchèque et slovaque (RFTS). Cette mission a abouti à la mise sur pied de quelque 28 projets d'une valeur totale de 2 millions de dollars. Parmi ces projets figuraient le partage avec la RFTS des compétences canadiennes en matière de gestion énergétique et un appui accordé à une entreprise canadienne chargée de conseiller le gouvernement de la République au sujet de la mise en place d'un marché financier. En outre, le programme de formation en gestion et en direction d'entreprise de l'Université York, financé en partie par le Groupe de travail, a attiré 129 participants provenant de l'ensemble de l'Europe centrale, de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique.

Une mission de recensement de projets a été organisée en Roumanie pour marquer le lancement du programme canadien d'aide technique à ce pays. En outre, une aide alimentaire d'une valeur de 290 000 \$ a été fournie à la Bulgarie, en mars 1991, sous forme de lait écrémé en poudre. Quelques projets de moindre envergure ont été lancés en Union soviétique en début d'année, mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a suspendu l'aide technique à ce pays à la suite de l'intervention militaire soviétique dans les États baltes.

Le Groupe de travail a également collaboré étroitement avec des organismes clés multilatéraux, dont la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à laquelle le Canada a versé 180 000 \$ en vue de la création du Centre pour la coopération avec les économies européennes en transition de l'OCDE.

COMMERCE

Le Canada incite fortement les exportateurs à établir des relations commerciales avec l'ensemble de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est et avec l'URSS et à investir dans ces pays. Outre les foires, les missions commerciales et les séminaires d'information, des accords bilatéraux sont en voie d'être conclus afin de favoriser l'ouverture des marchés. De tels accords visent à protéger les investissements étrangers et à éliminer la double imposition.

Les changements économiques et politiques survenus récemment ont ouvert des perspectives jusqu'alors inconnues au chapitre des échanges commerciaux dans cette région. Le Canada cherche activement à étendre ses liens économiques et

commerciaux dans cette région par le truchement d'entreprises conjointes gouvernement-secteur privé canadiens bien que les occasions de vente directe soient toujours limitées à cause des récessions provoquées par la transformation brutale des économies dirigées en économies de marché.

Le Conseil commercial Canada-URSS a inauguré son bureau de Moscou à l'occasion de la visite en URSS du ministre du Commerce extérieur, en octobre 1990. Fort de l'appui du Ministère, cet organisme commercial bilatéral compte maintenant parmi ses membres payants plus de 100 sociétés. Il offre aide et conseils pratiques aux gens d'affaires canadiens en URSS. Le Canada a accordé le tarif de préférence général à la Pologne, à la Hongrie et à la Roumanie afin de leur faciliter l'accès au marché canadien. De plus, des négociations ont été entamées en vue de remplacer l'accord commercial périmé Canada-URSS, datant de 1956, par un accord commercial et économique plus complet et plus moderne.

À l'automne 1990, le Ministère lançait le programme à frais partagés Renaissance Europe de l'Est afin d'aider les entreprises canadiennes à établir des coentreprises tant en URSS qu'en Europe centrale et en Europe de l'Est, en partageant les frais de lancement. Un certain nombre d'entreprises canadiennes ont déjà profité de cet appui.

Les exportations canadiennes à destination de l'URSS, principalement des céréales, ont atteint 1,12 milliard de dollars en 1990. Les importations ont atteint le chiffre record de 185 millions de dollars.

À l'occasion de la visite au Canada du président Gorbatchev, en mai 1990, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et la banque d'activité économique étrangère de l'URSS se sont entendues sur une ligne de crédit de 500 millions de dollars pour l'achat de biens d'équipement et de services. Sensible à l'importance des projets financiers multilatéraux, le Canada a participé à la fondation de la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Les entreprises canadiennes ont continué de s'intéresser vivement au marché soviétique, notamment aux secteurs de l'énergie, des communications et de l'agro-alimentaire. Il existe maintenant plus de 50 coentreprises Canada-URSS. Au nombre des plus importantes et des plus connues figurent l'entreprise de transformation alimentaire et le restaurant de la société des restaurants McDonald du Canada, à Moscou, ainsi que le projet de récupération du pétrole de la Canadian Fracmaster, en Sibérie occidentale. En outre, le Ministère a pris part à deux foires commerciales internationales,